

Environnement : il y a urgence

Par un collectif

Tribune. Il y a urgence. Notre survie sur Terre est menacée et nous devons agir maintenant. Le dernier rapport du Giec indique que des changements rapides et de grande envergure doivent être menés si nous voulons limiter au maximum l'augmentation de la température moyenne mondiale. D'après le secrétaire général de l'ONU, nous avons jusqu'à 2020 pour agir. Montée des eaux, inondations, sécheresses, épidémies, famines, réfugié-e-s climatiques: les conséquences nous frappent déjà, et en premier lieu les plus démunis-e-s. L'urgence n'est pas seulement climatique: les ressources en eau diminuent; l'eau, l'air et les sols sont pollués; et nous mettons en danger la survie de nombreuses espèces végétales et animales, mais aussi pour la première fois, la nôtre. Les écosystèmes sont désormais atteints au point de compromettre la survie de l'humanité. Ce n'est pas une crise passagère. Il n'y aura pas de retour en arrière: jusqu'à 35 000 espèces disparaissent chaque année, et elles ne réapparaîtront pas; une grande partie des ressources finies s'épuisent et ne se régénéreront pas avant des millions d'années; les littoraux et îles engloutis par la montée des eaux, les lacs et rivières asséchés par le réchauffement, les forêts dévastées par les incendies ne retourneront pas à leur état antérieur. Les changements sont irréversibles.

Nous, habitantes et habitants d'un pays développé, avons conscience que le modèle économique en place est en grande partie responsable de cette situation. Nous avons fait les «gestes pour la planète», scruté notre empreinte carbone, signé des pétitions, marché pour le climat. Et rien de cela n'a suffi. Car, pendant ce temps, les industriels ont continué de polluer et d'épuiser les ressources. Les compagnies pétrolières et de transport aérien et maritime sont toujours exemptées de taxe carbone. Les banques continuent d'investir des milliards dans les énergies fossiles. Pendant que des millions de personnes subissent la précarité énergétique, des multinationales, dont les méthodes annihilent les écosystèmes, sont subventionnées pour extraire des ressources. Pendant que des citoyen-ne-s et des élu-e-s se battent sur leur territoire pour préserver forêts, bocages, rivières..., de «grands» projets délirants soutenus par les finances publiques continuent de voir le jour. Nous ne sommes pas dupes des discours qui visent à nous rendre toutes et tous également coupables de la catastrophe en cours. Dans ce monde, 70% des gaz à effet de serre émanent de 100 entreprises. Nous ne nous laisserons pas abuser par des mesures culpabilisantes visant les plus pauvres, alors que les premiers-ères responsables ne cessent de s'enrichir. Nous n'avons plus confiance en la capacité ni en la volonté de ce gouvernement ou d'un autre de prendre, sans une forte pression populaire, les mesures que la situation rend nécessaires. La France ne respecte même pas l'accord de Paris, dont elle s'était fait le symbole: loin d'avoir baissé, nos émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 2% en 2017.

En refusant de remettre en question le modèle économique qui nous a conduits à cette situation, et en refusant de reconnaître qu'une croissance infinie dans un monde aux ressources limitées n'est pas viable, notre gouvernement est complice. Quand l'Etat abandonne délibérément sa responsabilité de protéger ses citoyen-ne-s, il rompt lui-même le contrat social. La révolte devient alors notre droit le plus sacré, et notre devoir le plus indispensable. Parce que chaque dixième de degré compte, parce que chaque espèce disparue compte, parce que chaque minute compte, nous appelons à la désobéissance civile. Nous sommes prêt-e-s à enfreindre la loi et à en subir les conséquences, y compris l'emprisonnement. La rébellion commence maintenant.

Parmi les quelque 600 signataires:

Jean-Marc Braun, 54 ans, Menuisier, Isère; **Benjamin Besson**, 33 ans, Enseignant, Haute-savoie; **Pascaline Delhaye**, 27 ans, Psychologue, Hauts-de-France; **Kim Goddard**, 61 ans, sans emploi, Lot; **Nicolas Morreau**, 46 ans, Ingénieur, Loire Atlantique; **Briac Benoist**, 42 ans, ouvrier du bâtiment, Finistère; **Alexis Groleau**, 48 ans, enseignant chercheur, Paris; **Sophia Karpenko**, 26 ans, doctorante, Ile-de-France; **Corinne Rohrbacher**, 38 ans, Consultante, Isère; **Corinne Morel-Darleux**, 46 ans, militante écosocialiste et conseillère régionale (Auvergne Rhône-Alpes).

Pour signer la tribune:

<https://framaforms.org/tribune-de-declaration-de-rebellion-dextinction-rebellion-france->

1547327369

[un collectif](#)